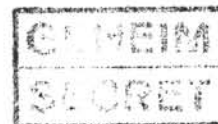


SERVICE DE L'ETAT-MAJOR GENERAL  
 Subdivision renseignements et sécurité



*Belge 17a*

N o t e

concernant mon entrevue du vendredi, 31.3.1967,  
 avec M. Alexandre GRATCHEV,  
 2e secrétaire près l'ambassade de l'URSS à Berne,  
 relative à l'affaire SVETLANA ALLILOUYEVA.

- 1) - Le vendredi, 31 mars, au matin, M. GRATCHEV m'a demandé un entretien personnel devant avoir lieu le même jour. Nous nous sommes donc rencontrés et nous sommes entretenus pendant environ deux heures.
  - M. GRATCHEV est officiellement deuxième secrétaire près l'ambassade de l'URSS. Il s'occupe en particulier des affaires consulaires (passeports, visa, etc.); mais en fait, il est le représentant en Suisse des services spéciaux soviétiques. Son rôle correspond donc à celui que jouent MM. G. HOWARD, pour les Anglais, W. HOOD, pour les Américains, et S. KALLWETT, pour les Allemands.
  - Comme c'était le cas de son prédécesseur, M. Sterlikov, M. Gratchev maintient la liaison entre M. Michel ROGOV à Moscou et moi-même.
  
- 2) - M. ROGOV est une vieille connaissance. Il a fait des études à Tabriz. Dr. en histoire de l'Université de cette ville, il se trouvait en Iran quand j'y étais. Puis il a été à Rome conseiller culturel près l'ambassade soviétique, et lorsque j'étais à Paris, il s'y trouvait également, d'abord comme conseiller culturel, puis comme premier conseiller diplomatique.
  - Sous son couvert de diplomate, M. Rogov fait partie des services spéciaux soviétiques. Il a joué un rôle extrêmement important lors de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. En effet, dès 1956, il était en contact avec les milieux gaullistes les plus actifs pour fixer quelle serait la politique du général vis-à-vis de l'URSS pour le cas où il viendrait au pouvoir. En outre, il était urgent de préparer l'attitude du parti communiste français, afin qu'il ne s'oppose pas à la prise du pouvoir par le général de Gaulle.

SECRET

2)

- J'ai eu l'occasion, quand j'étais attaché militaire à Paris, de tenir au courant notre service de toutes ces tractations. En effet, elles étaient menées, du côté gaulliste, par le général Petit qui avait été chef de la Division du renseignement. Le général Petit était un ami personnel. Plusieurs contacts entre lui et M. Rogov ont eu lieu à mon domicile à Paris. Au moment de son départ, M. Rogov a été reçu par le général de Gaulle qui lui a personnellement remis un souvenir.
- Je suis resté en contact avec M. Rogov après ma rentrée en Suisse. C'est une de nos liaisons les plus importantes. En effet, M. Rogov nous a toujours donné des renseignements de premier ordre, et en particulier sur l'évolution des relations entre la Chine et l'Union Soviétique ainsi que sur le rapprochement possible entre les blocs Est et Ouest. Je rends en particulier attentif à mon rapport d'avril 62 et tout spécialement aux renseignements que j'ai obtenus par lui en 1964.

- M. Rogov s'était annoncé en Suisse pour fin mars/début avril. Or, on m'a fait savoir qu'il avait des difficultés d'obtenir auprès de notre ambassade son visa d'entrée.

Je me permets à ce sujet de souligner -s'il n'y a pas de raisons majeures de lui refuser le visa- que je désire beaucoup que ce voyage en Suisse puisse avoir lieu.

M. Rogov porte actuellement le titre de premier conseiller du ministre des affaires étrangères. Il est, sans aucun doute, un des premiers numéros, si ce n'est le numéro un, des services spéciaux soviétiques pour l'Europe occidentale. Bien entendu, vu sa couverture officielle de diplomate, M. Rogov ne travaille qu'au plus haut échelon et -excusez-moi l'expression admise- ne se "mouille" jamais et sacrifie, si besoin, les agents subalternes.

- 3) - M. Gratchev, désirant me voir de la part de M. Rogov, avait à me transmettre ce qui suit, mais en précisant bien qu'il s'agissait de la manière de voir des personnalités les plus hautes placées à Moscou, c'est-à-dire en fait de l'avis du gouvernement.

Je condense ce qui m'a été transmis comme suit:

- L'autorisation accordée par le gouvernement suisse à Svetlana ALLILOUYEVA de séjourner en Suisse n'a pas été critiquée à Moscou, mais on s'étonne malgré tout beaucoup qu'elle ait pu entrer dans notre pays, soit sans visa, soit en l'ayant obtenu sans autre par une de nos ambassades dans une des capitales où elle a séjourné avant de venir en Suisse. M. Gratchev insinuait que peut-être en fait elle n'avait reçu son visa que quand elle se trouvait déjà en Suisse.

SECRET

3)

- On a beaucoup apprécié à Moscou que depuis son arrivée en Suisse, notre gouvernement avait vraiment pris des mesures pour que Svetlana Allilouyeva soit "neutralisée": pas d'interviews, pas de photographies, et qu'en effet, après un certain rebondissement, on n'ait presque plus parlé de cette affaire dans notre presse.
- Néanmoins, la situation de Mme Allilouyeva et surtout son avenir causent beaucoup de soucis aux autorités soviétiques.

En effet, les relations entre Washington et Moscou sont, malgré la guerre du Viet-nam, restées excellentes. Chacune des deux grandes puissances comprend très bien le rôle que joue l'autre au Sud-Est asiatique, et ses intentions. Il ne s'agit en aucun cas de laisser la Chine seule décider du sort du Sud-Est asiatique, et de ce fait peut-être de l'Asie tout entière, et M. Gratchev a insisté encore une fois, en joignant ses deux mains: "Nos relations avec les Américains continuent à être comme cela!"

- Il semble dès lors exclu que les Etats-Unis d'Amérique autorisent Mme A. d'entrer dans ce pays et, surtout, d'y séjourner (M. Gratchev parlait avec affirmation, comme si, vraiment, cette question-là était réglée entre Washington et Moscou).
- Dès lors se pose la question de savoir où ira Mme A. quand elle ne sera plus autorisée à rester en Suisse. Il ne semble pas qu'un de nos voisins l'accepte, que cela soit l'Italie, la France ou la République fédérale allemande. Bien entendu, pour l'Autriche, la question ne se pose pas même.

Où ira-t-elle?

Si elle obtenait définitivement l'autorisation de rester chez nous, ce serait évidemment une solution moins grave que si elle partait pour les Etats-Unis; mais, malgré tout, sa présence prolongée ou définitive dans notre pays serait à même de troubler les bonnes relations qui existent entre l'URSS et la Suisse et pourrait constituer une grave hypothèque pour l'avenir.

- La seule solution raisonnable c'est que Mme Svetlana Allilouyeva rentre en URSS. Moscou désirerait que le gouvernement suisse exerce son influence dans ce sens-là. Il faudrait lui faire comprendre que c'est la meilleure solution pour elle, lui affirmer qu'elle n'aura aucune difficulté si elle rentre dans son pays, que sa situation sera la même qu'antérieurement; quant à la publicité faite au moment de sa rentrée, elle sera extrêmement mesurée. Une fois de retour, on désirerait cependant publier sa photo chez elle et avec ses enfants.

SECRET

4)

- Le gouvernement soviétique est persuadé que les Suisses qui rencontrent Mme A. pourraient utilement oeuvrer dans ce sens, lui proposer éventuellement de rencontrer un membre de l'ambassade soviétique à Berne ou une personnalité venue spécialement dans ce but de Moscou à Berne.
- M. Gratchev a rendu attentif au fait que Svetlana A. a toujours été très spéciale. Sa vie sentimentale a été très mouvementée; dès l'âge de 16-17 ans, et au grand désespoir de son père, elle avait déjà des aventures. M. Gratchev employait en allemand le terme qu'elle était "teilweise unzurechnungsfähig". On estime qu'il est tout à fait exclu qu'avec sa situation et son caractère, elle puisse vivre librement dans notre pays. Il faudrait donc qu'elle continue à être protégée, comme c'est le cas maintenant, ce qui semble impossible à la longue pour nos autorités.
- Pour terminer, M. Gratchev insiste encore une fois sur l'importance qu'auront l'évolution et le règlement de cette affaire quant à l'avenir des relations de notre pays avec l'Union Soviétique.

Commentaire personnel:

- Je ne connais l'affaire Svetlana Allilouyeva que par les journaux, mes services n'ayant eu aucune raison de s'y intéresser.
- Je connais par contre extrêmement bien la position de M. Rogov à Moscou et l'importance de sa mission. Cette personnalité a toujours été extrêmement ouverte avec moi; ses renseignements ou informations se sont toujours confirmés. C'est un des représentants les plus marquants à Moscou de ceux qui estiment que, vu la situation en Asie, la paix et l'entente sont absolument nécessaires en Europe. Il est certain que le message qu'il m'a fait transmettre correspond bien à la façon dont on considère l'affaire A. et ses répercussions possibles à Moscou.

3.4.67.

SERVICE DE L'ETAT-MAJOR GENERAL  
Le Chef de la  
Subdivision renseignements et sécurité:



Colonel brigadier Musy.